



Deux dates marquent le rôle de Toulouse dans le destin national pendant la Révolution : le refus de se joindre à la révolte fédéraliste qui gagnait la plupart des villes méridionales en juin 1793 et l'échec de l'insurrection royaliste dans le Sud-Ouest en 1799.

1793-1799

Toulouse, rempart de la République

Par Georges Fournier.
Il est professeur émérite
d'histoire à l'université
de Toulouse.

« Grâce à Toulouse, les acquis de la Révolution ont été maintenus dans le Midi, et dans la France entière, en 1793 et en 1799¹. » Si l'affirmation de Jacques Godechot appelle quelques nuances, elle conduit à s'interroger sur le paradoxe d'une métropole profondément ancrée dans les traditions d'Ancien Régime, devenue presque sans interruption, de 1793 à 1800, et un des plus fermes bastions républicains.

Avec la suppression des parlements à l'automne 1790, puis la mise en application de la Constitution civile du clergé, les deux institutions les plus prestigieuses et les plus riches de la ville avaient été démantelées, non sans protestations. La dissolution, en mars 1791, d'une légion de la garde nationale au cœur du quartier parlementaire semblait écarter tout danger de contre-révolution, mais Toulouse gardait l'image d'une ville où la Révolution avait du mal à s'imposer.

Fondé le 6 mai 1790 sous le nom de Société des amis de la Constitution, le club jacobin de Toulouse, principalement composé de bourgeois aisés, s'était jusqu'alors consacré à la défense de la politique de la Constituante et à la préparation des élections, qui portèrent surtout au pouvoir des hommes de loi. Lors de l'émotion provoquée par la fuite du roi, il réaffirma le 10 juillet 1791 son attachement à la Constitution monarchique. Pourtant, le 14 décembre, une première radicalisation se manifestait par la création d'un « comité de surveillance » et, le lendemain, par une adresse menaçante des « citoyens de Toulouse au roi des Français ». Le même jour, 354 citoyennes, au nom de 1 000 « qui n'ont su signer », envoyaient une adresse tout aussi virulente.

Naissance du sans-culotte

Dès le début de 1791 le club, devant le retentissement du conflit religieux dans les milieux populaires, décide de faire alterner séances particulières réservées aux sociétaires et séances publiques. Avec la participation d'ecclésiastiques réputés, la controverse attire un nombreux public ; les femmes y sont admises, avant de développer une certaine autonomie dans une Société des citoyennes amies de la Constitution dont on sait peu de choses. Progressivement, les débats politiques trouvent place dans les séances publiques. À partir de l'été 1792 surtout, la guerre accentue l'évolution : les volontaires avant leur départ, les soldats de passage, les lettres des combattants, les récits de la presse entretiennent une atmosphère surchauffée. Le club ne pouvait renoncer à cet enthousiasme patriotique où, à travers l'énumération de noms de lieux peu familiers, la France se construisait dans les esprits jusqu'aux confins encore flous de frontières mouvantes. Aux sociétaires, d'opinions divergentes mais obsédés lors des séances particulières par la nécessité d'une unité définie après mûre discussion, s'imposait

¹ *La Révolution française dans le Midi toulousain*, Toulouse, Privat, 1986, p. 304.